

Panorama de la Guadeloupe

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Données de cadrage

Chef-lieu	Basse-Terre
Superficie	1 628 km ²
Situation géographique	Arc Antillais - New York à 2 950 km, Paris à 6 800 km, Martinique à 200 km
Langues parlées	Français + Créole
Monnaie	Euro
Statut	Département et région d'outre-mer (DROM) et Région Ultrapériphérique (RUP)
Rang mondial IDH	34
Représentation Nationale	4 députés, 3 sénateurs, 1 représentant au Conseil économique et social
Représentation de l'Etat en Guadeloupe	Préfet

Repères historiques : du peuplement à la départementalisation

La Guadeloupe appartient à un chapelet d'îles en arc de cercle qui forme l'Arc Antillais, entre Porto-Rico et le continent américain. Son histoire est étroitement liée à l'expansion coloniale des européens dans la Caraïbe. Les traces des premiers habitants, qui seraient originaires d'Amérique du Sud, remontent à 3 500 av. J.C. L'île a ensuite été occupée par les Indiens Arawaks vers 700 av. J.C. Entre le IX^{ème} et le XIV^{ème} siècle, les indiens Caraïbes ou Kalinas arrivent dans l'île et la baptisent Karukéra (« l'île aux belles eaux »). Christophe Colomb débarque le 4 novembre 1493 à Sainte-Marie et nomme l'île « Guadeloupe ».

Vers 1644 se dessine la vocation économique de la Guadeloupe avec la culture de la canne à sucre qui exige une importante main d'œuvre, issue du commerce triangulaire entre l'Europe, l'Afrique et le continent américain. Le « code noir » de 1685 organise la vie économique et sociale : il faudra attendre 1848 pour que l'abolition de l'esclavage soit promulguée sous l'impulsion du député Victor Schœlcher.

Le 19 mars 1946, l'Assemblée nationale institutionnalise la Guadeloupe en tant que département français d'outre-mer (DOM). Ce nouveau statut apporte une certaine richesse économique, mais la situation sociale ne s'améliore que très progressivement. L'adoption de la loi du 31 décembre 1982¹ érige la région en collectivité territoriale et fait de la Guadeloupe l'une des 26 régions françaises.

Organisation institutionnelle : une région monodépartementale

Le 7 décembre 2003, une consultation de la population est organisée sur la création d'une collectivité unique se substituant au département et à la région dans le cadre de l'article 73 de la constitution. Le « non » l'emporte à 72,98 % des suffrages exprimés avec un taux de participation de 50,34 %. Enfin, la loi du 21 février 2007, portant sur les dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer, crée les deux nouvelles collectivités de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy.

Le cadre institutionnel de l'outre-mer français est défini par la loi constitutionnelle du 28 mars 2003 relative à la réforme de l'organisation décentralisée de la République. L'ensemble des collectivités d'outre-mer est désormais nommé cité dans le texte de la constitution. Depuis cette réforme constitutionnelle, l'acronyme DOM-TOM n'a plus de valeur juridique. Désormais, les D.O.M. sont devenus des D.R.O.M. (Départements et régions d'outre-mer) régis par l'article 73 de la Constitution et les T.O.M. ont laissé la place à une catégorie hybride de C.O.M. (Collectivités d'outre-mer) régie par l'article 74 de la Constitution².

Au niveau communautaire, la Guadeloupe, comme les autres DROM, est une Région ultrapériphérique (RUP). Ce régime prévoit l'applicabilité de principe de l'ensemble du droit communautaire et permet de bénéficier des fonds structurels.

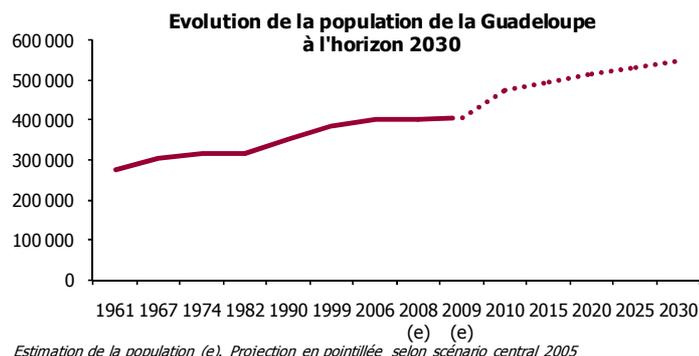
¹ Loi n° 82-1171 du 31 décembre 1982 portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion.

² Collectivité d'outre-mer en 2003, la Polynésie française est devenue un « pays d'outre-mer » (dénomination qui n'emporte aucun effet de droit) depuis la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant autonomie de la Polynésie française.

DÉMOGRAPHIE

Une transition démographique achevée

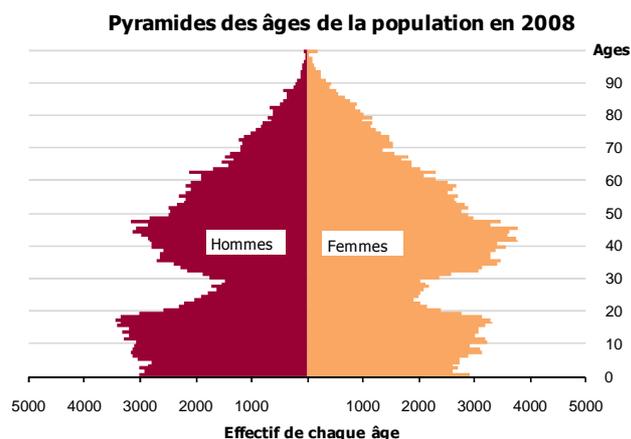
Selon les estimations de l'INSEE, la population guadeloupéenne atteint 404 000 habitants au 1^{er} janvier 2009 (environ 18 000 personnes supplémentaires depuis 1999). La Guadeloupe demeure, après La Réunion, le département d'outre-mer le plus peuplé. La population se caractérise par une jeunesse et une monoparentalité plus prononcées qu'au plan national. Le rythme de croissance de la population (0,5 %) est désormais proche de celui de la métropole (0,6 %). A l'horizon 2030, la population guadeloupéenne devrait compter plus d'un demi-million d'habitants.



Source : INSEE

Population au 1er janvier 2009 (estimation)	404 000
Part des moins de 20 ans (2008, %)	30,4
Part des 20 – 59 ans (2008, %)	51,8
Part des plus de 60 ans (2008, %)	17,8
Densité de la population (2009, hab/km ²)	248
Taux de croissance annuel moyen (1999-2009, %)	0,5
Taux de natalité (2008, ‰)	14,3
Taux de mortalité (2008, ‰)	6,9
Taux de mortalité infantile (2008, ‰)	6,9
Indicateur conjoncturel de fécondité (2007)	2,27
Espérance de vie à la naissance (H/F, 2007)	76,2/83,3
Part des personnes illettrées parmi les 16-65 ans (2008, %)	25

Source : INSEE



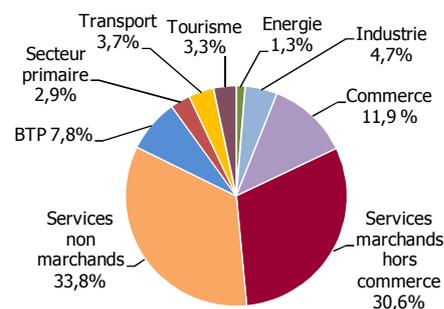
PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

L'économie de la Guadeloupe a bénéficié d'une croissance soutenue entre 1993 et 2008 (+3,1 % par an en volume), tirée par la consommation et l'investissement. Celle-ci s'est accompagnée d'une tertiarisation accrue de ses activités. Le PIB par habitant reste inférieur de 39 % à celui de la métropole, bien que cet écart se soit réduit de 8 points en quinze ans. Un renversement de tendance s'est opéré en 2009 sous le double effet de la crise internationale et de la crise sociale : le PIB a décliné de 4,8 % en volume selon les premières estimations avec une chute de 12,2 % de l'investissement et une baisse plus modérée de la consommation des ménages (-2,3 %).

Principaux indicateurs économiques	Guadeloupe	Métropole
PIB (2009, Mds €) ¹	8,2	1 907,1
Taux de croissance du PIB ¹ (2009, %, en volume)	-4,8	-2,6
PIB / habitant (2009 ¹ , €)	18 170	29 571
Taux d'inflation (glissement annuel au 31/12/2009, %)	0,8	0,9
Taux de chômage (en %, 2009)	23,5	9,5
Nombre de demandeurs d'emplois de cat. A (à fin déc. 2009)	52 010	2 645 100
Total des importations (2009, M€)	1 799,5	476 mds
Total des exportations (2009, M€)	149,2	439 mds
Solde commercial (2009, M€)	-1 650,3	-37 mds
Taux de couverture ² (2009, %)	8,3	92,2
Taux de dépendance de l'extérieur ³ (2009, %)	27,1	n.r
Dépenses de l'Etat (2009, M€)	2 469,2	n.r
Soutiens financiers de l'Europe entre 2007 et 2013 (M€)	871,2	n.r

¹ estimation provisoire CEROM, ² exportations/importations, ³ importations/PIB
Sources : INSEE, CEROM, Douanes, Trésorerie Générale de la Guadeloupe

Répartition de la valeur ajoutée en 2009

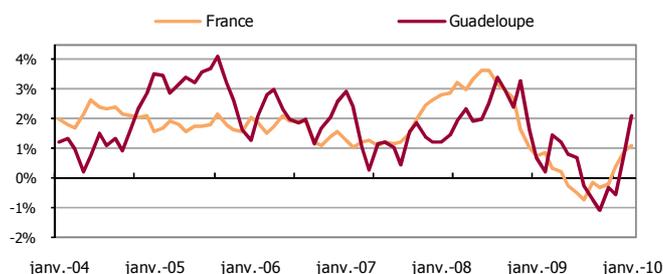


Source : INSEE

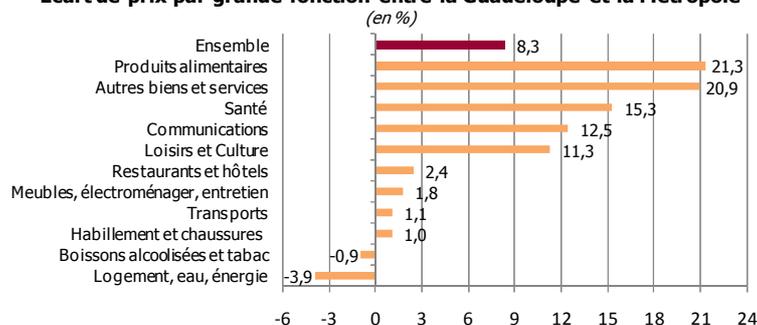
Inflation : des prix élevés, en hausse modérée

Selon l'enquête de comparaison des prix entre les départements d'outre-mer et la métropole réalisée par l'INSEE à fin mars 2010, les prix seraient en moyenne plus élevés de 8,3 % en Guadeloupe qu'en France métropolitaine. En prenant comme référence le panier de consommation métropolitain, l'écart de prix serait de 14,8 %, contre 16,9 % à la Martinique et 19,6 % en Guyane. En lien avec la récession, l'inflation a ralenti à +0,8 % en 2009 (contre +1,6 % en 2008), rythme similaire à celui observé en métropole (+0,9 %) et dans les autres DFA (+0,7 % en Martinique et +0,8 % en Guyane).

Variation annuelle de l'indice des prix à la consommation



Ecart de prix par grande fonction entre la Guadeloupe et la Métropole



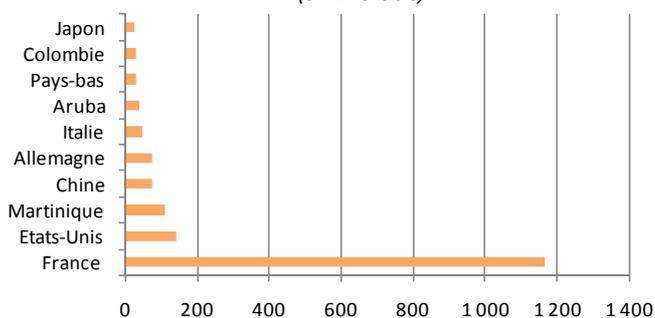
Source : INSEE

Commerce extérieur : le déficit traduit le déséquilibre des échanges

A l'image des autres DOM, la Guadeloupe se caractérise par la faiblesse de ses exportations et un recours important aux importations : son déficit commercial est de 1,6 milliard d'euros en 2009 (-2,2 Mds en 2008) et le taux de couverture des échanges s'établit à 8,3 %. La France est le premier client et fournisseur de l'île : le commerce régional reste quant à lui marginal.

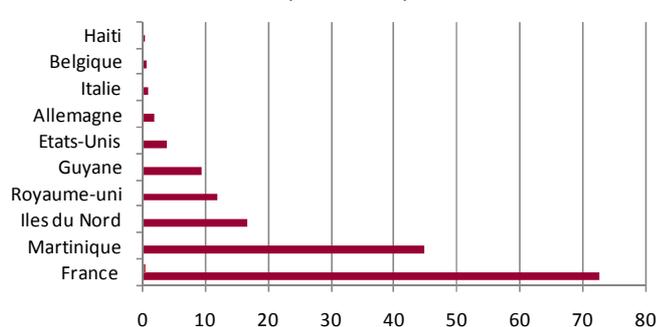
Les 10 premiers fournisseurs en 2009

(en millions d'€)



Les 10 premiers clients en 2009

(en millions d'€)



Les principaux produits importés en 2009 (en valeur, millions d'€)

Produits des industries agroalimentaires	324,5
Matériels de transport	281,2
Produits pétroliers	197,8
Produits informatiques, électroniques et optiques	157,9
Produits pharmaceutiques	138,5
Produits métallurgiques et métalliques	115,3
Machines industrielles et agricoles, diverses	112,0
Produits en caoutchouc, plastique, produits minéraux	107,3
Total importations	1973,4

Les principaux produits exportés en 2009 (en valeur, millions d'€)

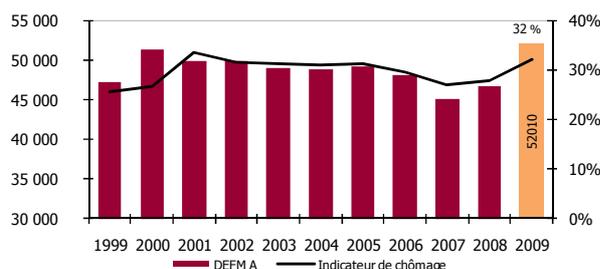
Produits des industries agroalimentaires	50,9
Produits agricoles et de la pêche	31,9
Produits informatiques, électroniques et optiques	16,0
Produits chimiques, parfums et cosmétiques	13,2
Matériels de transport	12,3
Produits manufacturés divers	8,7
Machines industrielles et agricoles, machines	6,8
Produits métallurgiques et métalliques	6,4
Total exportations	169,5

Source : Douanes

Emploi - chômage : un taux de chômage structurellement élevé

Le taux de chômage est presque trois fois plus élevé qu'en métropole : il s'élève à 23,5 % en 2009, en hausse de 1,8 point sur un an. Le chômage concerne désormais 60 % des jeunes actifs. Plus de la moitié des chômeurs de Guadeloupe le sont depuis plus de trois ans. Fin 2009, le nombre de demandeurs d'emploi toutes catégories confondues dépassait les 60 000, chiffre jamais atteint au cours de la décennie. Le secteur tertiaire totalise 84 % des emplois salariés.

Evolution du chômage*



* y compris Iles du Nord

Sources : SMTP, Pole Emploi, DARES

NB : L'indicateur de chômage est le rapport entre le nombre de demandeurs d'emploi et la population active.

Les 10 premiers employeurs du secteur privé en 2008

Rang	Entreprise	Activité
1	Air Caraïbes	Transport
2	Hypermarché Destrellan	Commerce
3	Société guadeloupéenne de froid	Commerce
4	SA Gardel	Agroalimentaire
5	Clinique de CHOISY	Santé
6	Auto Guadeloupe Développement	Commerce
7	SARL Médiasserv	Services
8	SACI Société Antillaise	Commerce
9	SA Clinique Les Eaux Marines	Santé
10	Bois Debout SA	Agroalimentaire

Source : FIBEN, IEDOM

Indicateurs sectoriels

	2009	Evolution 09/08		2009	Evolution 09/08
Attestations de conformité électrique du Consuel*	6 086	-11,9 %	Production de bananes (tonnes)	55 676	7,6 %
Consommation de ciment	231 966	-12,8 %	Production de sucre (tonnes)	55 602	-12,4 %
Nombre de touristes (en milliers)	364,2	-11,6 %	Production bovine (tonnes)	1 890	-5,5 %
Nombre de passagers à l'aéroport (milliers)	1 839	-8,9 %	Production porcine (tonnes)	997	-3,9 %
Nombre de croisiéristes	111 263	-3,6 %	Nombre de véhicules de tourisme	14 084	-1,5 %
Production de rhum (en hectolitre d'alcool pur)	75 094	0,5 %	Nombre de véhicules utilitaires	2 792	-15,7 %

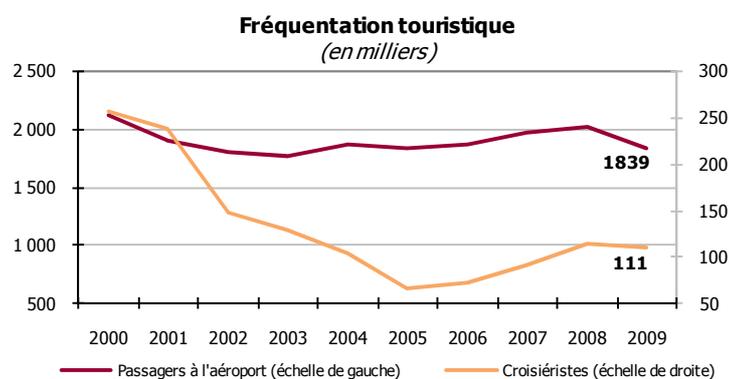
Sources : Ciment Antillais, DRCCRF - *Logement et locaux industriels et commerciaux

Le BTP : un secteur moteur dépendant de la commande publique

Le BTP a joué un rôle moteur dans la croissance de l'île : sa valeur ajoutée a crû en moyenne de 6 % par an ces quinze dernières années. Caractérisé par une forte atomocité (moins de 3 % des entreprises emploient plus de 10 salariés), il contribuait en 2009 à 7,8 % de la création de richesse et employait 8 100 personnes, soit 9,5 % des salariés du département. En 2009, l'activité a été pénalisée par le contexte social et le ralentissement de la commande publique : les ventes de ciments ont diminué de 12,8 % sur un an et la richesse créée a baissé de 10,3 % en euros constants.

Tourisme : une activité en repli

En 2009, le secteur de l'hôtellerie restauration représente 3,3 % de la création de richesse du département et emploie 7 300 salariés. L'activité touristique est orientée à la baisse depuis l'an 2000 : l'île a accueilli 364 200 touristes en 2009 contre 807 000 en 2000 et enregistré sur la période la fermeture de nombreux établissements hôteliers totalisant plus de 1 000 chambres. La crise sociale de 2009 a accentué ce fléchissement : le nombre de nuitées est en recul de 30 % et l'activité de croisière de 3,6 % par rapport à 2008. Dans l'espace caribéen, la Guadeloupe est classée en 12^{ème} position des destinations : elle accueille 2,5 % des touristes de la région.



Sources : PAG, Chambre de Commerce et de l'Industrie (aéroport Pôles Caraïbes)

DONNEES FINANCIERES

L'activité bancaire et financière de la Guadeloupe s'appuie sur différents réseaux d'établissements de crédit et assimilés installés localement ou non. Fin 2009, 18 établissements de crédit locaux étaient recensés à la Guadeloupe, se répartissant selon les quatre catégories suivantes : • les banques affiliées à l'Association française des banques (5 établissements) ; • les banques mutualistes et coopératives (5) ; • les sociétés financières (7) ; • les institutions financières spécialisées (1). Ces établissements totalisaient 177 agences bancaires et employaient 1 823 agents, pour un total bilan de 7,5 milliards d'euros. En 2009, la conjoncture financière a été marquée par la faiblesse de la progression des encours bancaires et une sinistralité contenue. Les principaux marchés des établissements bancaires, à savoir l'habitat des ménages et l'investissement des entreprises, ont perdu de leur dynamisme.

Entreprises

Coût du crédit aux entreprises (jan. 2010)	
Taux moyen pondéré global	5,69 %
Court terme	6,57 %
Moyen et long terme	5,11 %
Encours bancaires (tous EC)	3 321 M€
crédits d'exploitation	-11,7 %
crédits d'investissement	-4,5 %
crédits immobiliers	+5,0 %
Actifs (EC locaux)	1 329 M€
dépôts à vue	+6,5 %
épargne liquide ou à court terme	+0,6 %
épargne à long terme	+10,4 %
Taux de créances douteuses brutes (EC locaux)	10,9 %
Personnes morales en interdiction bancaire	3 019
Incidents de paiement sur effet	1 743

Ménages

Nombre d'habitants par guichet bancaire	2 664
Nombre d'habitants par guichet automatique	1 394
Nombre de comptes bancaires par habitant	2,78
Nombre de cartes bancaires par habitant	1,24
Encours de crédits bancaires (tous EC)	2 497 M€
crédits à la consommation	-1,9 %
crédits à l'habitat	+5,0 %
Actifs financiers (EC locaux)	4 529,6 M€
dépôts à vue	+7,9 %
épargne liquide ou à court terme	-0,6 %
épargne à long terme	+9,0 %
Endettement moyen par ménage	14 979,8 €
Taux d'épargne des ménages (2006)	15,6 %
Personnes physiques en interdiction bancaire	23 085
Dossiers de surendettement	292

Source : IEDOM au 31/12/2009 ; les évolutions sont annuelles

Directeur de la publication : Y. BARROUX – Responsable de rédaction : C. APANON – Editeur et imprimeur : IEDOM

Rédaction : Mickaella MOLOZA et Dora VANOUKIA

Achévé d'imprimer : Septembre 2010 – Dépôt légal : Septembre 2010 – ISSN 1952-9619